



CTSD du 4 septembre 2013 Déclaration liminaire des représentants des personnels du SNUipp-FSU

Les 3000 postes créés à cette rentrée, en comparaison des 5 à 6000 suppressions par an des dernières rentrées, marquent à l'évidence une rupture avec les politiques budgétaires précédentes. Cette dernière résulte de l'action quotidienne des personnels auprès des élèves et des familles, action qui a permis le maintien d'un haut niveau de confiance de la population envers l'école publique.

Encore faut-il observer ces créations au sein du département à l'aune des données démographiques : 7 postes pour 19 élèves supplémentaires prévus par le rectorat. Ces données seraient flatteuses, si elles n'étaient contestées par les prévisions sérieuses indiquées par les directrices et directeurs. Combien d'élèves de plus à la rentrée, 100, 300 ... nous le saurons dans quelques semaines, mais combien de parents auront fait le choix du privé pour inscrire leur enfant de deux ou plus faute de conditions satisfaisantes à l'école publique ? Nous ne le saurons jamais ! Nier un phénomène observé par nos collègues dans les écoles ne changera rien à l'affaire ! La dotation départementale est insuffisante ! Nous le constaterons dès l'ouverture de ces travaux.

L'an dernier nous avons pu constater une amélioration sur le front du remplacement. Sur la base des données à notre disposition qui couvrent la période de la rentrée à mars, le nombre de journées non-remplacées est divisé par deux par rapport à la même période de référence de l'année précédente. Deux raisons à cette amélioration, d'une part la quarantaine de collègues en surnombre à la rentrée dernière a permis d'abonder d'autant le nombre de remplaçants, d'autre part une nouvelle baisse de l'offre de formation continue. **A cette rentrée, selon nos informations, on pourrait assister au mieux à un équilibre postes/personnels, au pire à un déficit en personnel. Dans les deux cas, les 15 à 30 postes qui se libéreront en cours d'année seront occupés par des remplaçants qui ne pourront plus, de fait, assurer leur mission première !** Ce sont autant de postes perdus pour le département ! C'est alors une spirale infernale qui va s'enclencher ! Quotidiennement, des classes dont le maître absent ne sera pas remplacé, des écoles entières qui seront déstabilisées, la maigre formation continue qui sera d'abord reportée puis annulée. Déjà, les remplaçants tuteurs de PES nous indiquent qu'ils auront à faire des remplacements durant la période de tutorat. L'administration envisage donc de prélever à nos collègues professeurs stagiaires le maigre accompagnement de la première période pourtant promis. **Nous exigeons que le protocole initial soit respecté et que les PES puissent bénéficier d'un tutorat complet. A défaut, nous considérerions que le tiers de formation ne serait pas respecté.**

Au final, entre une dotation ne prenant pas en compte les évolutions démographiques et un dispositif de remplacement qui risque d'être saturé dès la rentrée, cette année se présente sur des auspices bien plus mauvais que l'an dernier.

Dès cette rentrée, le ministre semble, de nouveau, utiliser sa réforme contestée des rythmes comme étendard médiatique. La faiblesse d'adhésion de l'ensemble des partenaires ne l'incite guère à la modestie ni à l'introspection ! Pourtant, le SNUipp, sur la base d'un recensement sérieux ne peut que constater

l'absence d'ambition et d'organisation des activités péri-scolaires. Dans notre département, les beaux discours et les affirmations péremptoires laissent désormais place à une réalité bien médiocre. **Dans la logique du travail national, la section du SNUipp rendra compte des mises en place locales. Il continue à demander la réécriture du décret au profit de meilleures conditions de travail des élèves et des personnels et d'une réaffirmation du service public d'éducation.**

A cette rentrée, c'est aussi la question des retraites qui est à l'ordre du jour.

Sur la base de la même idéologie des réformes Balladur, Juppé, Fillon, le gouvernement actuel a décidé de protéger les intérêts de la population qui capte déjà de la plus grande part des richesses au dépens du plus grand nombre et des catégories de Français les moins aisés ! **Pour la FSU, il faut changer de logique et accroître les ressources des régimes de retraite en répartissant autrement les richesses, rendre la fiscalité plus juste, créer de l'emploi, augmenter les salaires, remettre à plat les exonérations... pour préserver et améliorer notre système de retraite solidaire.**

Parce que la FSU et ses syndicats n'ont pas dans leur boîte à outils le mensonge, la servilité et la dépendance au pouvoir, ils continueront à rassembler et informer la profession sur les enjeux et les réalités des politiques menées. C'est en toute conscience et sur cette base qu'ils appellent à la grève du 10 septembre 2013 pour défendre et améliorer le système de retraite.